



Boycott Comité Technique du 2 avril 2019

L'objectif des pouvoirs publics est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire le nombre des implantations, limiter l'accueil du public, abattre notre statut, détruire le service public et ainsi mettre à mal l'égalité de traitement du citoyen.

Les agents de la DGFIP sont mobilisés sur tout le territoire pour empêcher la destruction de notre administration, avec notamment la manifestation nationale jeudi 28 mars.

Dans ce contexte, la CGT Finances Publiques ne peut siéger dans les instances.

Notre boycott est une manière supplémentaire de montrer notre détermination.

De toute façon, le dialogue social est bafoué puisque la plupart des sujets évoqués, découlant de décisions nationales, le sont a posteriori et sans vote.

Les instances sont devenues une chambre d'enregistrement.

Même les questions que nous posons sur l'avenir de la DGFIP dans notre département restent sans réponse.

L'ordre du jour de ce Comité Technique était :

- la modification des horaires d'ouverture de la trésorerie de Migennes (qui sera validée au final par l'administration) ;
- bilan de la formation professionnelle- POUR INFORMATION !
- point budgétaire (budget réalisé, aucune évocation du budget prévisionnel 2019 de prévue!!) - POUR INFORMATION !
- point sur la réorganisation des SPF(sans le moindre document préparatoire) – POUR INFORMATION !

